



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.212/2
du 21 octobre 2015

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la formation des membres
des services publics de secours
et modifiant divers arrêtés
royaux'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.212/2
van 21 oktober 2015

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
opleiding van de leden van de
openbare hulpdiensten en tot
wijziging van diverse
koninklijk besluiten'

Le 23 septembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 octobre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 octobre 2015.

*

Op 23 september 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten en tot wijziging van diverse koninklijk besluiten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 oktober 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 oktober 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Plusieurs dispositions du projet, notamment les articles 1^{er}, 16^o et 17^o, 5, 1^o, g), 6, 14, § 2, alinéa 2, 15, 16¹ et 70 (article 5, § 1^{er}, 1^o, en projet de l'arrêté royal du 4 avril 2003 'créant un Conseil supérieur de formation pour les services publics d'incendie et deux Conseils supraprovinciaux de formation pour les services publics d'incendie') subordonnent l'adoption d'actes par le ministre à l'existence d'une proposition qui doit lui être faite par le Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile mentionné par l'article 175 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' ou par le Conseil supérieur de formation mentionné par le chapitre II de l'arrêté royal précité du 4 avril 2003.

Il en résulte que non seulement le ministre ne pourrait agir sans être saisi de la proposition mais en outre, en règle, qu'il ne pourrait s'en écarter quant à son contenu, sauf à solliciter une nouvelle proposition.

Pareille confusion des rôles respectifs du ministre et des organes consultatifs n'est pas admissible.

Il convient de limiter les prérogatives de ces derniers à l'exercice d'une compétence d'avis, la décision revenant exclusivement au ministre. Pareil mécanisme classiquement consultatif rendrait parfaitement possible un avis donné, le cas échéant, d'initiative par ces organes, ce qui contribuerait à renforcer leur rôle tout en respectant les prérogatives du ministre, lequel resterait alors en effet libre, s'il échet, de s'écarter de cet avis et pourrait ainsi exercer la plénitude de ses compétences.

Le projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il n'y a pas lieu de mentionner l'arrêté royal du 23 août 2014, qui n'est ni modifié ni abrogé par l'arrêté en projet. L'alinéa 5 sera dès lors omis.

¹ L'article 16 présente également une déficience d'ordre rédactionnel puisqu'il prévoit à la fois une « proposition » par le Centre de connaissances et une « approbation » par le ministre. Sous réserve de l'observation qui suit, il y aurait lieu logiquement de prévoir soit que le ministre approuve un acte pris par l'organisme en question, soit que celui-ci formule une proposition en vue de l'adoption de l'acte par le ministre.

2. L'avis du Conseil supérieur formation mentionné à l'alinéa 7 n'est pas une formalité requise. En effet, comme l'a relevé le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 218.882 ²,

« [...] si l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 4 avril 2003 ['créant un Conseil supérieur de formation pour les services publics d'incendie et deux Conseils supraprovinciaux de formation pour les services publics d'incendie'] impose au conseil supérieur 'de donner un avis sur tout projet de réglementation en matière de formation qui lui est soumis par le Ministre', ce règlement ne contient pas d'obligation dans le chef du ministre de consulter le conseil supérieur à propos de tout projet relatif à la formation des services d'incendie ; [...] la requérante ne peut donc faire grief à la partie adverse de ne pas avoir usé d'une simple faculté, laquelle ne peut être considérée comme une formalité substantielle ».

La mention de l'avis donné par le Conseil supérieur fera dès lors l'objet d'un considérant et non d'un visa. Le préambule de l'arrêté en projet sera modifié en conséquence.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Il est suggéré d'ajouter une définition de la promotion sociale. Il est renvoyé à cet égard à l'observation formulée sous l'article 30.

Article 8

L'obligation de motivation formelle, prévue à l'alinéa 2, résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Cette obligation ne doit, dès lors, pas être répétée.

La même observation vaut pour l'article 53, alinéa 1^{er}.

Articles 18 et 20

À l'article 18, § 2, alinéa 3, il est question de « soixante jours ouvrables ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise et l'arrêté ayant vocation à s'appliquer dans des contextes dans lesquels la notion de jour ouvrable peut varier, il conviendrait soit de la définir, soit, de préférence, compte tenu de la longueur du délai envisagé, de prévoir un délai calculé en « jours ».

² C.E., Ville d'Andenne, n° 218.882, 12 avril 2012, tel que rectifié par l'arrêt n° 219.032 du 24 avril 2012.

Il n'est pas nécessaire de préciser qu'il s'agirait de « jours calendriers », ainsi qu'il est prévu à l'article 20, § 2. Le mot « calendriers » y sera omis.

Article 22

La disposition en projet mentionne les « modules visés à l'article 10, § 1^{er}, 1^o », de l'arrêté en projet, alors qu'il n'y est pas question de modules.

Si, par la référence à l'article 10, § 1^{er}, 1^o, l'intention est de préciser que la disposition en projet concerne les modules des formations relatives à des brevets, mieux vaut l'indiquer comme tel.

Article 30

L'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit, parmi les conditions d'admission à la formation destinée à l'obtention du brevet OFF2 par promotion, pour les membres qui ne sont pas détenteurs d'un diplôme de niveau A, la réussite de « l'épreuve visée à l'article 56, 5^o, e), 6^o, e), et 7^o, e) de l'arrêté royal du 19 avril 2014 ». Ces dispositions renvoient quant à elles à « une épreuve organisée suite à une formation visée à l'article 46 » de l'arrêté royal en projet. L'article 46 précise quant à lui :

« Un diplôme est délivré au candidat qui obtient au moins 50 % à chaque module de la formation pour la formation visée à l'article 56, 5^o, e), 6^o, e), et 7^o, e) de l'arrêté royal du 19 avril 2014, dénommée ci-après formation de promotion sociale ».

Pour éviter ces références en cascade, il est suggéré d'ajouter, à l'article 1^{er}, une définition de la formation de promotion sociale afin d'employer cette seule expression par la suite dans les articles concernés ³ de l'arrêté en projet.

Article 35

À l'alinéa 2, lorsqu'il est fait référence au test de compétences et au test d'habileté manuelle opérationnelle qui doivent être présentés pour l'obtention du certificat d'aptitude fédéral du cadre de base, il conviendrait de se référer précisément à l'article 35, § 3, 1^o et 2^o, de l'arrêté royal du 19 avril 2014.

Article 55

L'article 55 fixe la clé de répartition des formations visées aux articles 53 et 54, en application de l'article 175/1, § 4, de la loi du 15 mai 2007, selon lequel

« Le Roi fixe la clé de répartition des subsides visés aux §§ 2 et 3 entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés.

³ Voir not. les articles 31, 46 et 73 du projet d'arrêté.

La clé de répartition tient compte des critères suivants :

- 1° le chiffre de la population ;
- 2° la superficie ;
- 3° le nombre de pompiers ;
- 4° le nombre d'élèves subventionnés pour les formations de brevet ».

La prise en compte du chiffre de population a donné lieu à l'échange suivant en Commission de l'Intérieur de la Chambre des représentants :

« *Mme Bercy Slegers (CD&V)* s'interroge quant à la portée de l'article 175/1, § 4, tel qu'inséré par la présente disposition, qui charge le Roi de fixer la clé de répartition des subsides aux centres de formation pour la sécurité civile. La disposition énumère les critères dont il devra tenir compte. Y figure, en première position, le chiffre de la population. L'intervenante juge que le nombre d'habitants ne peut toutefois constituer un critère déterminant. En effet, les centres de formations sont appelés à former des pompiers dont le nombre est fixé compte tenu d'une analyse de risques (par exemple, présence d'une industrie Seveso sur le territoire). Il lui semble donc que c'est plutôt le nombre d'élèves qui devraient avoir le plus d'importance. L'arrêté royal annoncé effectuera-t-il une pondération parmi les critères énumérés ?

La ministre reconnaît que les critères énoncés au paragraphe 4 ne pèsent pas tous le même poids. Il en sera tenu compte dans l'élaboration de l'arrêté royal »⁴.

Si la disposition en projet n'accorde pas à tous les critères le même poids, elle donne tout de même au chiffre de la population un poids prépondérant, puisqu'il intervient pour 60 % dans la détermination de la part du centre sur l'enveloppe de subventions.

Il convient à tout le moins que l'auteur du projet puisse justifier l'importance ainsi donnée à ce critère, compte tenu de l'intention du législateur rappelée ci-avant.

Article 67

Au paragraphe 1^{er}, dès lors que l'alinéa 6 assimile le brevet de technicien en prévention de l'incendie aux certificats PREV-1, PREV-2 et PREV-3, la question se pose de savoir si, à l'alinéa 9, il n'y a pas lieu de mentionner également la certification PREV-3.

Article 69

La question se pose de savoir si, pour les formations qui sont commencées avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, l'article 69, qui fait partie des dispositions transitoires, tend à instaurer un régime d'organisation et de subventionnement particulier ou s'il se contente de reprendre les dispositions qui sont actuellement en vigueur.

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a confirmé que c'est la seconde hypothèse qui est ici retenue.

⁴ Rapport de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, *Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 3113/4, p. 33.

Il y a lieu dès lors d'indiquer que les formations en cours sont régies par les dispositions en vigueur la veille de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet et d'omettre l'annexe 3.

Article 81

L'article 81, § 2, prévoit que, pour l'application de l'arrêté en projet,
« il est considéré que l'article 308 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 est appliqué aux membres du personnel qui sont en service au service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale ».

La portée du paragraphe 2, tel qu'il est formulé, n'apparaît pas clairement.

L'article 308 précité est une disposition transitoire permettant de déterminer le grade du membre du personnel lors de son transfert dans la zone de secours. Cette disposition ne fait pas partie des principes généraux rendus applicables par l'article 306, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 au service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

En effet, selon le paragraphe 2 du même article,

« § 2. Les matières des articles 5, 87, 88 et 308 du présent statut ainsi que celles des livres 4 et 5, titre 1^{er}, font l'objet d'un accord de coopération entre l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale ».

Le délégué du ministre a indiqué à cet égard qu'un accord de coopération était en discussion. Il est dès lors prématuré de se référer à l'article 308 de l'arrêté royal du 19 avril 2014.

La question se pose de savoir si l'intention de l'auteur du projet ne pourrait pas être rencontrée en modifiant, comme la Région de Bruxelles-Capitale le suggérait dans son avis, les articles relatifs à l'admission aux formations (articles 25 et suivants du projet d'arrêté) afin d'y préciser que sont admis les membres du personnel « qui portent au minimum le grade de... ».

Article 82

L'article 82 prévoit que certaines dispositions de l'arrêté en projet produiront leurs effets le 1^{er} janvier 2015.

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il convient à l'auteur du projet de s'assurer que ces conditions sont remplies en l'espèce.

En tout état de cause, comme l'on indiqué les délégués du ministre, il sera renoncé à la rétroactivité en ce qui concerne les articles 67 et 77, § 2.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Luidens verschillende bepalingen van het ontwerp, met name de artikelen 1, 16° en 17°, 5, 1°, g), 6, 14, § 2, tweede lid, 15, 16¹ en 70 (ontworpen artikel 5, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 4 april 2003 ‘tot instelling van een Hoge Raad voor de opleiding voor de openbare brandweerdiensten en twee Supraprovinciale Opleidingsraden voor de openbare brandweerdiensten’) kan de minister bepaalde handelingen eerst stellen nadat het Federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid, vermeld in artikel 175 van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’, of de Hoge Raad voor de opleiding vermeld in hoofdstuk II van het voornoemde koninklijk besluit van 4 april 2003, hem een voorstel hebben gedaan.

Daaruit volgt niet alleen dat de minister enkel kan handelen indien aan hem een voorstel is bezorgd, maar ook dat hij in de regel niet van de inhoud daarvan kan afwijken, tenzij hij om een nieuw voorstel verzoekt.

Dat de respectieve taken van de minister en van de adviesorganen aldus door elkaar worden gehaald, kan niet aanvaard worden.

De prerogatieven van die adviesorganen moeten worden beperkt tot de uitoefening van een adviesverlenende bevoegdheid, aangezien de beslissingsbevoegdheid alleen bij de minister ligt. Een dergelijke traditioneel geregelde adviesverlening zou het perfect mogelijk maken dat die organen in voorkomend geval uit eigen beweging een advies geven, wat zou bijdragen tot de versterking van hun rol zonder daarbij evenwel te raken aan de prerogatieven van de minister, die dan immers de vrijheid zou hebben dat advies eventueel niet te volgen en zijn bevoegdheden aldus ten volle zou kunnen uitoefenen.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

¹ Artikel 16 is voorts gebrekkig geredigeerd, aangezien het zowel voorziet in een “voordracht” door het Kenniscentrum als in een “goedkeuring” door de minister. Onder voorbehoud van de volgende opmerking zou logischerwijs moeten worden bepaald dat de minister zijn goedkeuring hecht aan een handeling die de instelling in kwestie heeft gesteld, ofwel dat die instelling een voorstel formuleert met de bedoeling dat de minister de handeling stelt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het koninklijk besluit van 23 augustus 2014, dat door het ontworpen besluit niet wordt gewijzigd of opgeheven, behoort niet te worden vermeld. Het vijfde lid moet derhalve worden weggelaten.

2. Het advies van de Hoge Raad voor de opleiding, vermeld in het zevende lid, is geen verplicht vormvereiste. De Raad van State heeft in zijn arrest nr. 218.882 immers het volgende opgemerkt:²

“(…) si l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 4 avril 2003 ['créant un Conseil supérieur de formation pour les services publics d'incendie et deux Conseils supraprovinciaux de formation pour les services publics d'incendie'] impose au conseil supérieur 'de donner un avis sur tout projet de réglementation en matière de formation qui lui est soumis par le Ministre', ce règlement ne contient pas d'obligation dans le chef du ministre de consulter le conseil supérieur à propos de tout projet relatif à la formation des services d'incendie ; (...) la requérante ne peut donc faire grief à la partie adverse de ne pas avoir usé d'une simple faculté, laquelle ne peut être considérée comme une formalité substantielle”.

Het advies van de Hoge Raad moet derhalve in een overweging en niet in een aanhefverwijzing worden vermeld. De aanhef van het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Er wordt voorgesteld om een definitie van “sociale promotie” toe te voegen. In dit verband wordt verwezen naar de opmerking over artikel 30.

Artikel 8

De verplichting tot uitdrukkelijke motivering, waarin het tweede lid voorziet, volgt reeds uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Die verplichting moet dan ook niet worden herhaald.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 53, eerste lid.

² RvS 12 april 2012, nr. 218.882, Andenne, zoals verbeterd bij arrest nr. 219.032 van 24 april 2012.

Artikelen 18 en 20

In artikel 18, § 2, derde lid, is sprake van “zestig werkdagen”.

Aangezien dit begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt en het besluit bestemd is om te worden toegepast in contexten waarin het begrip werkdag kan verschillen, zou het moeten worden gedefinieerd, ofwel zou, bij voorkeur, gelet op de lengte van de bedoelde termijn, moeten worden voorzien in een termijn berekend in “dagen”.

Het is niet nodig te preciseren dat het gaat om “kalenderdagen”, zoals in artikel 20, § 2. Men schrijve “dagen” in plaats van “kalenderdagen”.

Artikel 22

In de ontworpen bepaling worden de “modules zoals bedoeld in artikel 10, § 1, 1°”, van het ontwerpbesluit vermeld, terwijl daarin geen sprake is van modules.

Indien het de bedoeling is met de verwijzing naar artikel 10, § 1, 1°, te preciseren dat de ontworpen bepaling betrekking heeft op de modules van de opleidingen tot het behalen van brevetten, is het beter zulks in die zin te formuleren.

Artikel 30

Onder de voorwaarden om te worden toegelaten tot de opleiding tot het behalen van het brevet OFF2 door bevordering, wordt in artikel 30, § 1, eerste lid, vermeld dat de leden die geen houder zijn van een diploma van niveau A, geslaagd moeten zijn voor “de proef bedoeld in artikel 56, 5°, e), 6°, e) en 7°, e) van het koninklijk besluit van 19 april 2014”. Die bepalingen verwijzen op hun beurt naar “een proef georganiseerd na een opleiding” bedoeld in artikel 46 van het ontwerp van koninklijk besluit. Dat artikel 46 bepaalt zijnerzijds het volgende:

“Een diploma wordt uitgereikt aan de kandidaat die voor elke module van de opleiding minstens 50% behaalt voor de opleiding bedoeld in artikel 56, 5°, e), 6°, e) en 7°, e), van het koninklijk besluit van 19 april 2014, hierna genoemd opleiding tot sociale promotie”

Om dergelijke cascadeverwijzingen te voorkomen, wordt voorgesteld om in artikel 1 een definitie van de opleiding tot sociale promotie toe te voegen, zodat die ene uitdrukking vervolgens in de desbetreffende artikelen³ van het ontwerpbesluit kan worden gebruikt.

Artikel 35

Bij de vermelding, in het tweede lid, van de competentietest en de “operationele handvaardigheidstest” die moeten worden afgelegd om het federaal geschiktheidsattest van het

³ Zie inzonderheid de artikelen 31, 46 en 73 van het ontwerpbesluit.

basiskader te kunnen behalen, zou nauwkeurig moeten worden verwezen naar artikel 35, § 3, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 19 april 2014.

Artikel 55

Bij artikel 55 wordt, voor de opleidingen die in de artikelen 53 en 54 worden vermeld, de verdeelsleutel vastgelegd met toepassing van artikel 175/1, § 4, van de wet van 15 mei 2007, welke bepaling luidt als volgt:

“De Koning legt de verdeelsleutel vast voor de subsidies, bedoeld in de §§ 2 en 3, tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid.

De verdeelsleutel houdt rekening met de volgende criteria:

1° het bevolkingscijfer;

2° de oppervlakte;

3° het aantal brandweerlieden;

4° het aantal gesubsidieerde leerlingen voor brevetopleidingen.”

Dat rekening wordt gehouden met het bevolkingscijfer heeft geleid tot de volgende gedachtewisseling in de Commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer van volksvertegenwoordigers:

“*Mevrouw Bercy Slegers (CD&V)* heeft bedenkingen bij de draagwijdte van artikel 175/1, § 4, zoals ingevoegd bij dit artikel; § 4 bepaalt met name dat de verdeelsleutel voor de verdeling van de subsidies over de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid wordt vastgesteld door de Koning. In deze paragraaf worden de criteria opgesomd waarmee bij die verdeelsleutel rekening moet worden gehouden. Bovenaan de lijst van de criteria staat het bevolkingscijfer. Volgens de spreker gaat het echter niet op dat het bevolkingscijfer als doorslaggevend criterium wordt gehanteerd. De opleidingscentra moeten immers brandweermensen opleiden wier aantal wordt vastgesteld op grond van een risicoanalyse (bijvoorbeeld de aanwezigheid van een Seveso-bedrijf op het grondgebied). Volgens haar zou derhalve het aantal leerlingen het belangrijkste criterium moeten zijn. Zal het in uitzicht gestelde koninklijk besluit een weging van de opgesomde criteria inhouden?

De minister erkent dat de in § 4 opgesomde criteria niet allemaal even sterk doorwegen en dat daarmee rekening zal worden gehouden bij het opstellen van het koninklijk besluit”.⁴

Hoewel niet alle criteria even sterk doorwegen in de ontworpen bepaling, is het bevolkingscijfer daarin toch van doorslaggevend belang, aangezien het voor 60 % meetelt bij het bepalen van het aandeel van het opleidingscentrum op de subsidie-enveloppe.

Gelet op de hiervoren gememoreerde bedoeling van de wetgever, moet de steller van het ontwerp het aldus aan dit criterium toegekende gewicht op zijn minst kunnen rechtvaardigen.

⁴ Verslag van de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt, *Parl.St.* Kamer 2013-14, nr. 3113/4, 33.

Artikel 67

Aangezien in paragraaf 1, zesde lid, het brevet van technicus brandvoorkoming wordt gelijkgesteld met de getuigschriften PREV-1, PREV-2 en PREV-3, rijst de vraag of in het negende lid niet eveneens melding moet worden gemaakt van het getuigschrift PREV-3.

Artikel 69

De vraag rijst of artikel 69, dat een overgangsbepaling is, ertoe strekt voor de opleidingen die aangevat zijn vóór de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit, een bijzondere regeling in te voeren voor de organisatie en de subsidiëring ervan, dan wel of het louter de bepalingen overneemt die momenteel van kracht zijn.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat het hier om het tweede geval gaat.

Bijgevolg dient te worden aangegeven dat de lopende opleidingen worden geregeld door de bepalingen die gelden de dag voor de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit en dient bijlage 3 te vervallen.

Artikel 81

In artikel 81, § 2, wordt bepaald dat voor de toepassing van het ontworpen besluit

“wordt geacht dat artikel 308 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 toegepast wordt op de personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn bij de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp”.

Zoals paragraaf 2 geredigeerd is, blijkt niet duidelijk wat de reikwijdte ervan is.

Het voornoemde artikel 308 is een overgangsbepaling op grond waarvan kan worden bepaald welke graad het personeelslid heeft bij zijn overdracht naar de hulpverleningszone. Die bepaling behoort niet tot de algemene beginselen die bij artikel 306, § 1, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 van toepassing zijn verklaard op de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp.

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel luidt immers als volgt:

“§ 2. De inhoud van de artikelen 5, 87, 88 en 308 van dit statuut, evenals deze van de boeken 4 en 5, titel 1, maken het voorwerp uit van een samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.”

De gemachtigde van de minister heeft in dat verband gesteld dat er besprekingen aan de gang zijn over een samenwerkingsakkoord. Het is dan ook voorbarig te verwijzen naar artikel 308 van het koninklijk besluit van 19 april 2014.

De vraag rijst of niet zou kunnen worden tegemoetgekomen aan de bedoeling van de steller van het ontwerp door, zoals wordt gesuggereerd in het advies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de artikelen betreffende de toelating tot de opleidingen (artikelen 25 en volgende van het ontwerpbesluit) aldus te wijzigen dat daarin wordt vermeld dat de personeelsleden “die minstens de graad van ... dragen” worden toegelaten.

Artikel 82

In artikel 82 wordt gesteld dat een aantal bepalingen van het ontworpen besluit uitwerking zullen hebben vanaf 1 januari 2015.

Bestuurshandelingen hebben krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, wanneer dat nodig is, inzonderheid voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat die voorwaarden *in casu* vervuld zijn.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben aangegeven, moet hoe dan ook worden afgezien van terugwerkende kracht wat de artikelen 67 en 77, § 2, betreft.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT